

Les filières r aux **attente** des consom

Pour satisfaire la demande des consommateurs, les filières porcines françaises foisonnent d'initiatives individuelles, au-delà des signes officiels de qualité.

En France, une segmentation des produits selon le mode de production a été créée dès les années soixante, avec comme mots-clés l'ancrage territorial, le revenu agricole et la qualité supérieure. La part de production porcine en label ou bio progresse, mais reste très limitée. En parallèle, le nombre de démarches privées augmente fortement. Elles se différencient selon trois grands types :

- **Les démarches de rassurance** (exemple : Le porc français) visent à communiquer auprès des autres maillons de la filière (B to B)⁽¹⁾ ou des consommateurs (B to C)⁽²⁾, pour les rassurer sur le respect de la réglementation, l'origine du produit, sa qualité gustative... La plupart du temps, ces démarches interprofessionnelles mettent en avant les bonnes pratiques existantes, ou leur généralisation. Mais elles ne conduisent pas à de réelles modifications des systèmes ou pratiques d'élevage.

- **Les démarches de progrès** se caractérisent par l'objectif de faire progresser les éleveurs dans leurs pratiques, au-delà de la réglementation. Elles sont collectives (chartes de bonnes pratiques) ou individuelles, portées par des coopératives, transformateurs, ou distributeurs, souvent en partenariat avec des ONG. Les cahiers des charges sont multidimensionnels : santé et bien-être des animaux, environnement, revenu des producteurs. Ils ne fixent pas un niveau absolu à respecter mais un engagement à progresser, assorti d'indicateurs de suivi.

répondent S mateurs

- Les démarches de rupture visent à proposer une alternative au système d'élevage conventionnel, avec des modes de production significativement différents. Les cahiers des charges fixent des exigences nettement au-dessus de la réglementation. La rupture peut être nette (production bio, fermière, sur paille...) ou progressive, avec des labels à plusieurs niveaux d'exigences. Ces démarches sont portées par des éleveurs, des ONG ou des distributeurs. Enfin, d'autres démarches sont innovantes par la coconstruction du cahier des charges avec les consommateurs. En résumé, les démarches collectives constituent un socle de base pour rassurer les clients et faire progresser le standard de production, tandis que les démarches individuelles créent une différenciation des modes de production et segmentent le marché. Mais ce foisonnement de labels risque de produire une réponse confuse et imparfaite aux attentes sociétales. Les cahiers des charges sont rarement accessibles, souvent peu précis et difficilement compréhensibles par un public non averti. Des associations dénoncent le *welfare washing* de certaines démarches

LES DÉMARCHES MISES EN ŒUVRE POUR RÉPONDRE AUX ATTENTES DE SOCIÉTÉ (HORS SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ)

	Démarches de assurance	Démarches de progrès	Démarches de rupture	Autres
Objectif	<ul style="list-style-type: none"> • Rassurer les autres maillons (B to B) ou le consommateur (B to C) • Mise en avant des bonnes pratiques existantes 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire progresser tous les éleveurs (standard amélioré) ou seulement certains (segmentation) • Multidimension : santé, bien-être, environnement • Petits pas sur des grands volumes 	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer une alternative au système d'élevage conventionnel • CDC fixe, avec des exigences > à la réglementation • Rupture nette (bio, label, paille...) ou progressive (plusieurs niveaux) 	<ul style="list-style-type: none"> • Coconstruire les CDC avec les consommateurs • Revenu des producteurs • Circuits courts • Goût et santé (Oméga)...
Collectives Interprofessionnelles	Origine France	Chartes		
	Socle de base			
Individuelles Privées		Amont : coopératives Aval : transformateurs, distributeurs	Éleveurs, ONG, distributeurs	C'est qui le patron ? Les éleveurs vous disent merci ! En direct des éleveurs...
		Segmentation		

Source : Ifip/projet Accept.

affichant l'ambition d'améliorer le bien-être animal, mais manquant d'exigence.

Regagner la confiance des citoyens par la transparence

Pourtant, l'enjeu pour les filières est de regagner la confiance des citoyens par la transparence et le dialogue, et en faisant évoluer les pratiques les plus contestées pour répondre à leurs attentes ! D'après un sondage réalisé en 2016 auprès de 2000 citoyens représentatifs de la population (projet Accept), la première attente des Français en termes d'évolution de l'élevage est « d'offrir à tous les animaux élevés en France un accès au plein air », juste devant « renforcer les réglementations en matière de bien-être animal ».

L'ampleur de ces attentes pose la question de leur financement. Pour cela, deux types de stratégies peuvent être mises en œuvre. La première consiste à faire payer tous les consommateurs ou contribuables en réorientant les aides publiques, en taxant les produits animaux ou en prélevant

quelques centimes sur tous les kilos de viande vendus pour alimenter un fonds bien-être destinés aux éleveurs. C'est ce qui se passe en Allemagne avec l'*Initiative Tierwohl*. La seconde mise sur la segmentation du marché pour permettre aux consommateurs de choisir leurs produits selon leurs convictions et leur budget. Des labels pour étiqueter les produits animaux selon le niveau de bien-être animal ont été créés à cet effet. Au-delà, Lidl Allemagne va expérimenter l'étiquetage du mode de production sur la viande fraîche (1 : standard ; 2 : standard amélioré ; 3 : accès à l'air libre ; 4 : bio), avec pour objectif de supprimer à terme la première catégorie. En France, le plan de la filière porcine présenté en début d'année par Inaporc laisse entrevoir une réponse plus collective aux attentes sociétales avec l'élaboration d'une charte définissant les critères différenciants et le développement de la production sous signes officiels de qualité. ■ **Christine Roguet**, christine.roguet@ifip.asso.fr

(1) Business to Business. (2) Business to Consumer.